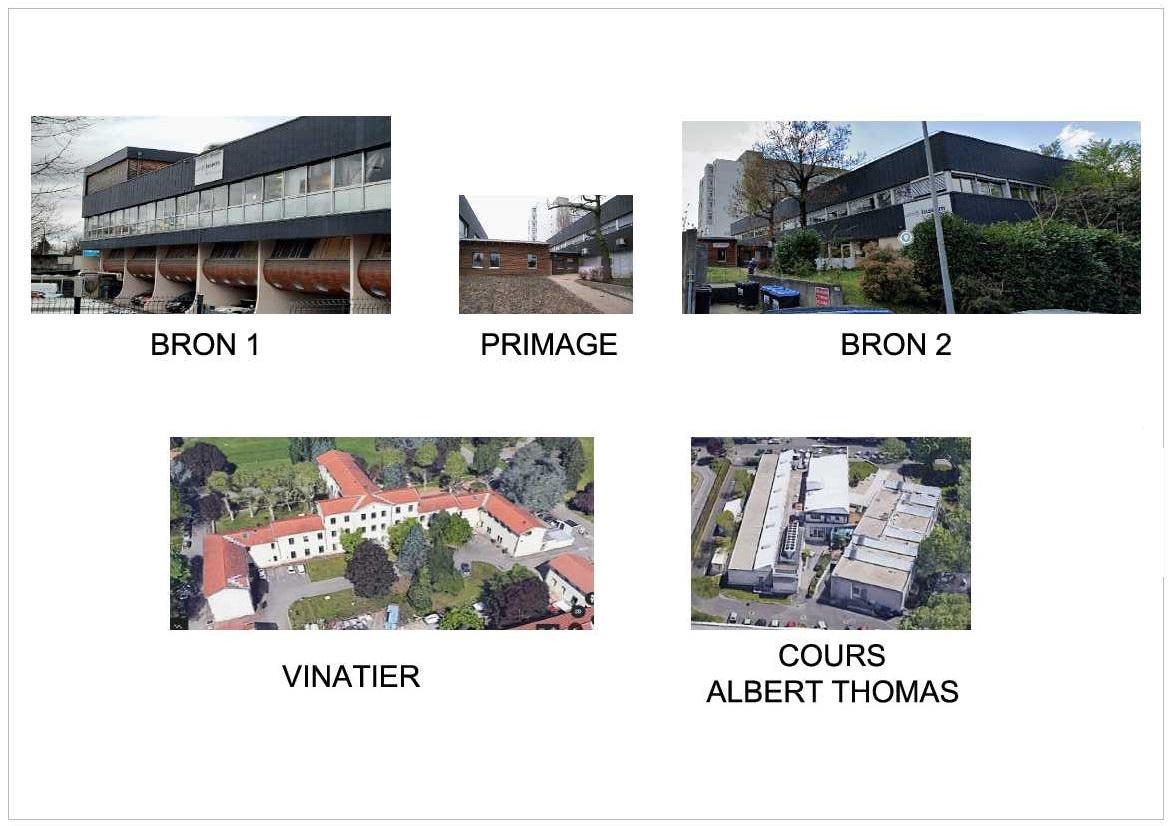
Logo Intervenant N°02Logo Intervenant N°03Logo Intervenant N°04Logo Intervenant N°05Logo Intervenant N°06Logo Intervenant N°07Logo Intervenant N°08Logo Intervenant N°10Logo Intervenant N°11Logo Intervenant N°12v

Logo Intervenant TitulaireLogo Intervenant N°09

CCTP

**MAITRE D'OUVRAGE**

INSERM Délégation régionale AURA

95 boulevard Pinel Centre hospitalier du Vinatier - Bâtiment 452

69500 BRON

**MAITRE D'OEUVRE**

MATTE SAS

119 Boulevard Stalingrad

69100 VILLEURBANNE

Tél : 04 72 44 02 87

INSERM

Remplacement de système intrusion et d'alarmes techniques sur 5 sites

Lot n°1

|  |  |
| --- | --- |
| Dossier | E25.09.099 |
| Date | Vendredi 3 Octobre 2025 |
| Phase | DCE |
| Indice |  |

**INTRUSION ET ALARMES TECHNIQUES**

1 GENERALITES

1.1 PRESCRIPTIONS GENERALES

1.1.1 Objet du présent document

Le présent document a pour objet de fixer les clauses techniques particulières et de décrire les installations:

**Remplacement des systèmes d’intrusion et alarmes techniques INSERM sur 4 bâtiments  
Remplacement des alarmes techniques sur 1 bâtiment.**

à réaliser sur 5 sites appartenant à l'INSERM de la Délégation Régionale Auvergne - Rhône Alpes.

1.1.2 Description des sites concernés

**\* Bâtiment BRON 1**

Le bâtiment BRON 1 est situé au 18, avenue du Doyen Lépine 69500 BRON sur le site hospitalier Neuro Cardio. Il héberge l’unité SBRI U1208 Cellules Souches et cerveau.   
  
SHON 2 810 m2

**\* Bâtiment BRON 2**

Le bâtiment BRON 2 est situé au 16, avenue du Doyen Lépine 69500 BRON sur le site hospitalier Neuro Cardio. Il héberge une partie des équipes du Centre de neurosciences de Lyon (CRNL).  
  
SHON 1 350 m2

**\* Bâtiment PRIMAGE**

Le bâtiment PRIMAGE est situé au 16-18, avenue du Doyen Lépine 69500 BRON sur le site hospitalier Neuro Cardio. Construit en 2013, il s’agit d’un plateau technique comportant une IRM 3T rattaché au CERMEP dédié à l’imagerie du vivant.  
  
SHON 300 m2

**\* Bâtiment VINATIER**

Le bâtiment Vinatier situé au 95, Boulevard Pinel 69500 BRON est implanté au cœur du Centre Hospitalier psychiatrique du Vinatier. Le bâtiment a été complètement réhabilité en 2005. Ce bâtiment abrite à la fois la Délégation Régionale, une partie du Centre de Neurosciences de Lyon (CRNL) et une plateforme de magnétoencéphalographie (MEG) rattaché au GIE CERMEP.   
  
SHON 2 325 m2

**\* Bâtiment CAT - Cours Albert Thomas**

Le bâtiment CAT : Cours Albert Thomas est situé au 151, Cours Albert Thomas 69003 LYON. Il héberge 2 unités de recherche : une partie du Centre de Recherche en cancérologie de Lyon (CRCL) et le LabTAU, centré sur les applications des ultrasons à la thérapie  
  
SHON 3 761 m²

1.1.3 Contextualisation de la situation actuelle

Le système de contrôle d’accès des bâtiments INSERM a récemment été renouvelé avec le déploiement de la solution Microsesame.   
Ce changement s’inscrit dans une volonté de modernisation des infrastructures de sécurité et d’uniformisation des outils de gestion.  
  
Le maître d’ouvrage souhaite désormais étendre cette migration aux bâtiments lyonnais, afin d’assurer une gestion homogène, centralisée et optimisée des dispositifs d’intrusion et d'alarmes techniques à l’échelle de l’ensemble des sites concernés.  
  
Pour 4 bâtiments (VINATIER - BRON1 - BRON2 - PRIMAGE) la partie intrusion et les remontées d'alarme techniques (Congélateurs et PTI) sont aujourd’hui pilotées via le logiciel TITAN, raccordés aux centrales de type Aritech.  
  
Pour le 5ème bâtiment (CAT), les dispositifs intrusion ont été remplacés en 2024 et remontent sur Microsesame cependant il reste une partie des remontées d’alarme techniques (congélateurs et PTI notamment) qui remontent sur le logiciel TITAN.  
  
Un des objectifs du projet est de supprimer le logiciel TITAN et d’avoir un unique système de supervision systèmes d’accès et intrusion sur Microsesame.

1.1.4 Description des travaux à réaliser

Dans le cadre du renouvellement complet des équipements de contrôle d’accès des bâtiments INSERM, et dans une démarche d’amélioration de la sécurisation des installations, le présent marché porte sur le remplacement du système de détection d’intrusion. et de remontées d'alarme techniques.  
  
Cette opération comprend la refonte des dispositifs physiques existants, le remplacement du logiciel de supervision en place par le logiciel Microsesame (actuellement installé pour les systèmes d’accès des différents sites) ainsi que l’optimisation du logiciel de supervision (Microsesame) afin de permettre une gestion centralisée et harmonisée de l’ensemble des dispositifs de sécurité.  
  
Cette mise à niveau nécessite:  
 - le remplacement du système d’intrusion et de remontées d'alarmes techniques sur les bâtiments suivants : Bron 1, Bron 2, Primage, Vinatier,   
 - le raccordement des alarmes techniques et complément de surveillance du bâtiment CAT (système intrusion déjà refait)  
 - La programmation et l'optimisation du logiciel de supervision Microsesame.

1.1.5 Mission du B.E.T. auteur du présent document

- Les démarches nécessaires aux établissements des avant-projets.  
- L'établissement des avant-projets détaillés (APD), avec calcul des installations.  
- Le dimensionnement des équipements.  
- L'établissement des devis descriptifs.  
- L'établissement des plans de consultation.  
- L'établissement des devis quantitatifs.  
- L'assistance marché.  
- L'assistance technique, le contrôle général des travaux.  
- La réception des installations.

Le BET assurera également la direction des travaux ainsi que la mission OPC sur l'ensemble des sites

**- La coordination des travaux avec réunions de chantier hebdomadaires.**

**- La diffusion d'un compte-rendu de chantier.**

1.1.6 Mission d'étude à réaliser par l'entreprise

**L'entreprise sera responsable :**

- de la vérification des quantités de matériel et de matériaux.  
- des compléments et modifications d'étude qui s’avéreraient postérieurement nécessaires à l'adjudication.  
- de l'étude d'exécution de ses installations.  
- de la réalisation de ses plans d'exécution et de tous les plans de détails de chantier (PAC).  
- de la préparation du chantier (plans de réservations, d'exécution, de détails, commande,etc...), liaison avec les entreprises adjacentes.  
- des adaptations résultant des marques et types retenus

1.1.7 Travaux compris non décrits

L'entrepreneur devra la mise en œuvre de tous les moyens nécessaires pour la réalisation de ses ouvrages ou des prestations découlant de son intervention, sauf stipulation contraire mentionnée dans le CCAP, telle que :

- Le transport du matériel et de l'outillage à pied d'œuvre.  
- La manutention pour la mise en place du matériel, tous les moyens usuels de levage utiles.  
- Tous les frais de déplacement des ouvriers, de voyage et contrôle d'exécution.  
- Tous les percements, scellements, prises, rebouchages, y compris fixations et réglages.

- La réalisation de toutes les descentes de fourreaux dans murs, cloisons, etc ....

- La réalisation de tous les ouvrages provisoires nécessaires.

- Toutes les prestations de protection vis à vis des tiers, des ouvrages laissés en attente.

- Vérifications des indications portées sur les plans pour les percements, saignées, passage  
 pour introduction, enlèvement et entretien des appareils, approvisionnement du matériel.  
- Le nettoyage du chantier, la remise en état des lieux.  
- Toutes les fournitures et main d'œuvre nécessaires aux essais, et aux vérifications des matériels   
 mis en œuvre.  
- Toutes les taxes en vigueur au jour de la remise des propositions, y compris les frais.

- Toutes les protections & balisages réglementaires & usuels de la profession.

- Les étiquettes de repérage .  
- La mise en place et le raccordement du matériel décrit ci-après.  
- La mise sous tension, la mise en service, les essais, les contrôles .

- Tous les réglages jusqu'à obtention du fonctionnement normal des installations.  
- L'instruction du personnel chargé de l'exploitation et de l'entretien des installations.  
- La participation à toutes les réunions de chantier à la demande du maître d'œuvre.

- Tous les frais et équipements demandés au P.G.C.

**- Tous les frais de tirage et de reproduction des dossiers " marché" et d'ouvrages exécutés**

1.1.8 Etat des lieux et Visites

Les entreprises devront se rendre compte sur place de l'état des lieux, et de la difficulté d'exécution des travaux et de viser les sujétions propres à l'état des lieux..  
Elles devront vérifier sous leur entière responsabilité tous les documents qui leur seront remis, ou tous les renseignements qui pourraient leur être communiqués.

Des visites sur place seront organisées dans le cadre de la consultation et feront l'objet d'une attestation de visite à joindre à l'offre.  
  
Au regard de la sensibilité des sites, une visite préalable aux opérations sera organisée sur l'ensemble des bâtiments pour la réalisation d'un Plan de Prévention.

1.1.9 Marques et quantités

Les marques, les types de matériels, les matériaux préconisés dans le DCE sont donnés à titre d'exemple et de référence.

**L'entreprise consultée peut proposer des marques et types de matériels différents de ceux préconisés dans le DCE aux conditions suivantes** :  
- justifier l'équivalence des performances préconisées dans le DCE  
- préciser les marques et types proposés dans le tableau des marques joint au présent DCE  
Lorsque aucun type de matériel n'est préconisé dans le CCTP ou la DPGF, l'entreprise devra spécifier la référence ou les caractéristiques du matériel retenu dans le tableau des marques.

**Le tableau des marques, joint au présent DCE, doit impérativement être rempli et fourni avec l'offre .  
Ce tableau précise le matériel que propose l'entreprise dans son offre .  
Il permet au maître d'œuvre ainsi qu'au maître d'ouvrage d'apprécier la valeur qualitative de l'offre .**

**Si aucun commentaire n'est porté sur sa proposition par l'entreprise consultée ou retenue, les équipements préconisés en base sont convenus implicitement.**

**L'entreprise titulaire du présent lot ne pourra plus proposer de matériels différents après la signature des marchés**, ceux-ci définissant les matériels retenus (sauf accord tripartite entre l'entreprise, le Maître d'Ouvrage et le Bureau d'Etudes, accord à obtenir avant toute commande ou pose de matériel).

Les longueurs figurant dans ce document ou celles qui figureront dans le devis des entreprises, sont des longueurs mesurées sur plans ou sur place, sans majoration pour coupes, raccords, soudures, etc...

Les quantités données le sont à titre indicatif, les soumissionnaires devront les compléter et pourront les corriger si elles ne leur paraissent pas en rapport avec les nécessités et le respect des prescriptions et des plans.

De même, si à l'occasion de leur reconnaissance du terrain et de l'étude du dossier, ils constataient la nécessité de certains travaux non explicitement prévus, mais indispensables pour la réalisation complète des travaux, ils devraient noter, en variante, le montant de ces travaux, assortis des quantités correspondantes.

Le montant global forfaitaire résultera du produit des prix unitaires par les quantités retenues par les soumissionnaires, c'est à dire les quantités figurant au récapitulatif quantitatif, éventuellement corrigées   
par eux.

1.1.10 Décomposition du prix global et forfaitaire

- Le soumissionnaire présente obligatoirement ses prix suivant le présent devis estimatif et quantitatif.  
- Les prix doivent être portés en CHIFFRES

- Les colonnes "quantité, prix unitaires, prix totaux", doivent être remplies sans omission.  
- Lorsqu'un poste est inutilisé un tiret horizontal barre la colonne quantité correspondante.

- Le soumissionnaire effectuera les différents totaux de prix comme indiqué dans la récapitulation prévue en fin de lot.

NOTA :  
. Les prix comprennent toutes les prestations et sujétions indiquées dans le devis descriptif et autres pièces du marché.

. Tous les prix comprennent la fourniture et la pose, avec tous les accessoires sauf exceptions précisées dans le devis descriptif.

1.1.11 Contenu des prix

Outre les prescriptions figurant au CCAP, il est formellement précisé que sont à la charge de l'entrepreneur, et compris dans les prix convenus, tous les frais nécessités par l'exécution des travaux, notamment tous les frais découlant d'omissions ou d'imprécisions des pièces du dossier de consultation.

Après l'acceptation de sa soumission et plus encore, après la signature des marchés, l'entrepreneur ne saurait se prévaloir d'un manque d'informations ou d'une connaissance insuffisante de tous les éléments en relation avec l'exécution des travaux.

En effet, la commune intention des parties étant de prendre toutes les dispositions utiles pour aboutir à un parfait achèvement des ouvrages conformes aux Règles de l'Art et à la réglementation en vigueur , si quelques détails ou arrangements avaient été omis ou imparfaitement expliqués dans le dossier de consultation, l'entrepreneur serait tenu d'y suppléer par sa pratique professionnelle et leur exécution lui incomberait sans qu'il puisse prétendre de ce fait à aucun supplément de prix.

L'entreprise adjudicataire du présent lot devra donc prévoir dans son offre tous les travaux indispensables pour parfaire l'exécution et l'achèvement des ouvrages. Il ne pourra de ce fait prétendre, en aucune manière, à une majoration de son marché en invoquant d'éventuelles omissions aux plans ou cahier des charges.

Il ne s'agit pas de mettre à la charge de l'entrepreneur des prestations supplémentaires, mais de lui imposer l'exécution complète de celles qui sont prévues.  
  
Les caractéristiques qualitatives énoncées aux devis descriptifs sont toujours des minima, qu'il convient parfois d'adapter aux conditions réelles d'exécution (impératifs liés aux autres lots, matériaux disponibles sur le marché, etc...).

1.1.12 Réservations - percements - rebouchages

Il est formellement interdit de refouiller dans les ouvrages de béton armé sans autorisation du  
 Maître d'œuvre

Les entreprises réserveront dans les ouvrages tous les passages incombant à leurs travaux.

L'entreprise aura à sa charge les réservations non demandées.

Il appartient à chaque entreprise qui a demandé des réservations de s'assurer sur place, avant coulage des ouvrages, que les dites-réservations sont effectivement pratiquées sans erreur ni omission, à charge pour elles de demander communication des plans.

En cas d'erreur ou omission, le responsable entrepreneur ou entreprise demanderesse prendra à sa charge une nouvelle réservation exacte.

D'une manière générale, chaque entreprise doit effectuer à sa charge les scellements   
et les rebouchages dans le matériau d'origine qui sont le fait de ses propres travaux.

Tous les percements inférieurs à 200 mm de diamètre sont à la charge du présent lot.

1.1.13 Nettoyage du chantier

Les litiges sont courants au sujet des nettoyages de chantiers.  
Le présent article est destiné à rappeler les obligations des diverses entreprises telles qu'elles figurent par ailleurs dans chaque descriptif et au CCAP.

A) L'Entrepreneur doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant l'exécution de ses travaux.

L'Entrepreneur se charge de l'évacuation de ses propres déblais jusqu'aux lieux de stockage déterminés   
 par le maître d'ouvrage et/ou son représentant sur site et/ou le maître d'œuvre

B) Les locaux doivent être livrés dans un état de propreté parfaite et les nettoyages incombent aux entreprises.

Chaque lot doit, en fin de ses propres interventions, effectuer les nettoyages de ses ouvrages et de ceux qu'il aura salis ainsi qu'à la réparation et à la remise en état des installations qu'il aura détériorées.

S'agissant de locaux occupés et sensibles, le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage seront particulièrement attentifs à ce que les zones de travail soient correctement protégées et que le nettoyage se fasse dans la continuité immédiate des interventions.

Ce principe absolu permet au Maître d'œuvre, s'il n'est pas respecté, de faire intervenir une entreprise spécialisée aux frais exclusifs de l'entreprise défaillante.

Toutefois, les interventions de finitions interviennent souvent juste avant les visites de réception et sont cause de nombreux litiges (appareillages, enlèvement de protections, graissages, essais de fonctionnement, etc...).  
  
C'est pourquoi, il devra être mis au point, entre les entreprises, une convention de nettoyage de livraison.

**L'entreprise devra respecter les réglementations concernant le TRI sélectif des déchets.**

1.1.14 Gestion des déchets de chantier

**A - Gestion individuelle des déchets :**   
 Dans le cadre de la nouvelle réglementation des déchets, il est mis en œuvre une gestion   
rigoureuse et une valorisation poussée des déchets. Cette gestion, évacuation et frais qui en   
découle, sont à la charge de chaque entreprise (titulaire et sous-traitant), qui s'intéressera à la fois :  
- aux déchets issus de la démolition préalable à la construction,  
- et aux rebuts et déchets d'emballage générés par cette construction.

**Prescriptions communes pour la gestion des déchets :**   
Les entreprises devront l'évacuation de l'ensemble de leurs déchets (rebuts et déchets d'emballage) .  
Les déchets ne pourront pas être déposés dans les bacs INSERM.  
   
Les déchets seront classés en 4 types suivants:  
- déchets inertes,  
- déchets industriels banals non valorisables ou souillés, destinés à la décharge de classe 2 ou 3,  
- déchets industriels banals valorisables (ferrailles, bois, cartons, plastiques, etc...)   
 avec notamment les emballages non souillés,  
- déchets dangereux (pots de peintures, résidus de colle, emballages souillés par des   
 produits toxiques...).  
 Par ailleurs, le tri sera effectué au plus près des sources de production (surtout pour le second œuvre) afin d'optimiser la valorisation future des déchets. En effet, un mélange de déchets sera toujours dirigé vers la filière traitant le déchet le plus pénalisant de ce mélange.

**Obligations des entreprises intervenantes et sous-traitants:** engagement écrit et signé à participer à l'opération de tri des déchets,  
- faire participer la totalité de son personnel du chantier à une séance d'information   
 et de sensibilisation sur la gestion des déchets,  
- engagement à assurer les surcoûts de tri ou d'élimination de déchets mal triés,   
 soit suite à une erreur de répartition dans les bennes appropriées, soit suite à un mélange   
 de deux familles en amont.

**Transport des déchets :**   
Le transport des déchets de chantier devra être effectué dans le strict respect   
de la réglementation très précise à ce sujet.  
 Déchets dangereux :  
 Le transport des déchets dangereux devra se faire conformément à la réglementation, et notamment :  
- les déchets devront être ensachés ou conditionnés et comporter l'étiquetage réglementaire ;  
- le véhicule, son équipement et ses papiers de bord devront répondre à la réglementation ;  
- le transporteur devra être habilité pour ce type de transport, et il devra respecter les instructions particulières qu'il aura reçues de la préfecture ou de la direction départementale de l'équipement concernant les itinéraires.  
 Pour les déchets d'amiante friable ou de certains produits de peinture, de terres polluées ou d'hydrocarbures, le transport devra faire l'objet du " Bordereau de suivi des déchets spéciaux " conforme au modèle administratif existant.

Autres déchets :   
 Les autres déchets ne demandent pas de conditions particulières de transport, si ce n'est que l'entrepreneur devra prendre toutes dispositions pour que les différentes natures de déchets ne puissent se mélanger lors du transport.

Déchets inertes utilisés pour remblaiement de carrières ou autres :  
Ne pourront être utilisés pour ce remblaiement que des déchets inertes tels que déblais de   
 terrassement et matériaux de démolition.

**Imputation des frais de gestion, de traitement et d'élimination des déchets :**  
Tous les frais et coûts de la gestion, sur chantier, des traitements de valorisation et / ou   
d'élimination des déchets de chantier sont à la charge des entrepreneurs participant au chantier.  
Avant réception des travaux, si des déchets subsistent et si l'auteur n'est pas identifié,   
 les frais seront imputés au compte prorata.

1.2 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

1.2.1 Classement des Bâtiments

L'ensemble des bâtiments est classé sous la législation du code du travail

1.2.2 Normes et règlements

L'entreprise devra tenir compte lors de l'exécution des travaux de tous les textes et règlements   
 liés au type de classement de l'établissement.

Indépendamment des spécifications techniques et descriptions générales des installations,  
les entrepreneurs devront observer, et leurs installations y seront soumises, aux conditions   
d'exécution définies par les documents & prescriptions qui suivent :

- Le règlement sanitaire départemental

- Le code du Travail applicable au 1er mai 2008

- Les normes homologuées et en vigueur AFNOR

- Les normes et directives Européennes

- Le décret n° 73.1007 du 31/10/73 du code de la construction

- Les règlements départementaux des services d'incendie et de secours

**- Les prescriptions de l'arrêté du 1er août 2006 et de novembre 2007 fixant les dispositions relatives à l'accessibilité handicapés**

- La norme C 15.100 - Installations électriques à basse tension - édition 2002 + mise à jour de juin 2005

- Les cahiers des prescriptions générales établies par le C.S.T.B.

- Les règlements ou décrets complétant ou modifiant les documents ci-dessus énumérés,   
 et connus au jour de la remise des propositions.

***Cette liste n'est pas limitative. L'entreprise devra tenir compte de l'ensemble des règlements,  
 qui seront en vigueur lors de l'exécution du chantier.***

1.2.3 Documents graphiques et planning d'exécution

Avant toute exécution, l'entrepreneur doit procéder à la vérification des cotes de tous les plans dressés et signaler au Maître d'Œuvre, au moins dix jours avant l'expiration de la période de préparation, les erreurs ou omissions qu'il aura décelées.  
  
Il doit également signaler tout ce qui lui semblerait ne pas être conforme aux Règles de l'Art, demander toutes explications à ce sujet et éventuellement proposer toute modification dans le cadre du forfait.

Les entrepreneurs doivent, de leur propre initiative ou sur la demande du Maître d'œuvre, établir tous les plans d'atelier et de chantier nécessaires. Ils sont adressés au Maître d'œuvre pour examen.

En cours d'exécution, tous les plans d'atelier et de chantier complémentaires établis par les entreprises sont remis au Maître d'œuvre, au moins 3 semaines avant mise en œuvre et devront faire l'objet d'une validation.

En règle générale, tous les plans d'atelier et de chantier, plans de réservations, sujétions des différents lots dans les ouvrages communs sont l'affaire exclusive des entreprises. Les conflits éventuels sont arbitrés par le Maître d'Œuvre.

La réservation des scellements, trous et trémies pour le passage des ouvrages de second Œuvre est faite à partir des plans de chantier des entreprises intéressées.

Au cas où il est demandé par le Maître d'Œuvre, l'établissement d'un plan de détail pour un ouvrage non prévu ou modificatif, l'entrepreneur doit faire parvenir au Maître d'Œuvre avec ledit plan, le devis estimatif de la modification sur les travaux de tous les corps d'état, et l'incidence éventuelle sur le délai global.

Il est toutefois rappelé que pour ouvrir droit à paiement, l'exécution reste subordonnée à la délivrance d'un ordre de service notifié par le Maître d'Ouvrage sur proposition du Maître d'Œuvre, et régularité par avenant au marché.

Avant l'exécution des travaux, l'entreprise proposera un planning d'ensemble pour l'opération et des plannings spécifiques par site présentant l'organisation des interventions techniques afin d'avoir une bonne coordination dans le remplacement des équipements et la mise en œuvre du nouveau système d'intrusion et d'alarmes techniques pour assurer la sécurité et la continuité d'exploitation des bâtiments.   
  
Le temps de préparation du chantier permettra d'affiner ces plannings qui feront l'objet d'une validation par le Maître d'œuvre et le Maître d'ouvrage.  
La période de travaux devra être validée par la maîtrise d'ouvrage et le maître d'œuvre en fonction des contraintes d'activité des différents sites. Ce point sera discuté lors de la réunion de démarrage du marché.

1.2.4 Exécution des travaux

L'entrepreneur doit apporter dans la réalisation des travaux, la plus grande diligence et suivre, pour leur échelonnement et leur exécution dans le délai prescrit, la marche indiquée par la Maîtrise d'Œuvre.

**Il est tenu :**  
- D'une part de maintenir, en tout temps, un nombre suffisant d'ouvriers et d'agents de maîtrise, sous sa conduite personnelle ou celle de son représentant,

- D'autre part, d'avoir toujours tous matériels, approvisionnements, outillage, engins et moyens de toute sorte suffisants de manière à assurer la marche régulière des travaux et leur achèvement dans le délai prescrit.  
Il ne peut détourner pour un autre service, sans autorisation écrite du Maître d'Ouvrage, aucune partie des matériaux approvisionnés.

Au cas où un retard est constaté dans la cadence d'exécution des travaux, le Maître de l'Ouvrage peut, sur proposition du Maître d'Œuvre, mettre en demeure l'entrepreneur :  
- D'augmenter le nombre d'ouvriers employés par lui sur le chantier ou dans ses ateliers ou usine,  
- D'affecter au chantier du matériel et des approvisionnements supplémentaires en vue d'augmenter la cadence d'exécution et de rattraper rapidement ledit retard.

1.2.5 Protection électrique des personnes

La protection des personnes sera assurée en application des dispositions prévues dans la NF C 15.100

L'Entrepreneur pourra raccorder aussi souvent que nécessaire ses installations au   
 circuit de protection générale.

En cours de travaux, en amont de chaque intervention en site occupé, l'entreprise procèdera au balisage et à la sécurisation de la/des zone(s) de travail. S'il y a deux zones d'intervention en parallèle (zone de travail et armoire électrique par exemple), il est attendu qu'une personne soit systématiquement postée à proximité de l'armoire électrique si celle-ci ne peut pas immédiatement être refermée pour la sécuriser.

1.2.6 Mesures de protection des ouvrages

Les entrepreneurs de tous corps d'état assureront pendant toute la durée des travaux et jusqu'à la réception, la protection efficace de tous les travaux et matériels exécutés ou posés par leur soin.

Cette protection est à prévoir principalement contre les altérations des parements d'appareils, le maintien en bon état de fonctionnement, la protection des arêtes et de tout ouvrage ou matériel fragile.

Les entrepreneurs seront responsables et auront donc à leur charge et à leurs frais tous travaux de remise en état qui s'avèreraient nécessaires à la suite de dépréciations provenant d'une absence ou d'une insuffisance des mesures de protection.

1.2.7 Contrôles

En cours de travaux, chaque fois qu'il le jugera nécessaire, le Maître d'Œuvre ou son représentant pourra procéder à des opérations de contrôle.

L'Entrepreneur effectuera le démontage et le remontage des appareils ou des parties d'installation qui sont indispensables pour effectuer ces contrôles sans pour cela présenter un devis ou une facture concernant ces opérations de contrôle.

Tous les éléments techniques ne relevant pas d'une exécution traditionnelle ou présentant, suivant les document techniques unifiés, une obligation de classement, feront l'objet d'un avis technique du CSTB français en cours de validité.

1.2.8 Mises en services

L'Entrepreneur assistera aux vérifications à faire avant la mise en service.  
Il exécutera à ses frais les modifications nécessaires pour rendre les installations conformes:   
1) aux règlements en vigueur un mois avant la date fixée pour la remise des offres,  
2) au projet approuvé  
La mise en service sera assurée conformément aux dispositions des normes et D.T.U. en vigueur. Le maintien en bon état de fonctionnement de l'installation pendant la période de garantie est également à prévoir.

A la fin de chaque journée de travail, l'entreprise procédera à des autocontrôles pour remettre l'ensemble des équipements sous tension et vérifier le bon fonctionnement du système (ancien système ou nouveau système) afin que l'alarme intrusion et les différentes remontées d'alarme soient constamment fonctionnelles.  
  
En cas de dysfonctionnement mettant en péril la sécurité d'un ou plusieurs bâtiments en journée, l'entreprise alertera immédiatement le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage ainsi que la personne référente sur site dès qu'elle a connaissance du problème et elle proposera des solutions palliatives et correctives (présence d'un technicien, mise en place d'une surveillance avec rondiers…).  
  
 En cas d'alerte sur le contrôle d'accès en horaires de nuit ou le week-end, le maître d'ouvrage pourra être amené à prendre toutes les dispositions nécessaires à la sécurisation des sites (appel à l'astreinte du mainteneur ou à la télésurveillance, mise en place d'un gardien…). L'entreprise retenue devra pouvoir être joignable et disponible dès le jour ouvrable suivant pour venir sur site et mettre en place les solutions nécessaires.  
Après analyse du défaut, l'entreprise pourra être amenée à prendre à sa charge les frais engagés pour la sécurisation du/des site(s) si le problème était de son fait.

1.2.9 Réception des travaux

La réception des travaux aura lieu après que les essais décrits précédemment auront été reconnus satisfaisants et que les documents auront été remis au Maître d'Œuvre.

Il sera procédé au recollement contradictoire du matériel pour vérifier que la fourniture est conforme aux pièces écrites et plans du présent programme, aux prescriptions remises par l'adjudicataire, aux règlements et aux règles de l'art.

La réception sera notifiée par procès-verbal fixant la date de mise en service et le départ de la période de garantie. Elle est subordonnée à la remise des plans définitifs, de la notice détaillée de fonctionnement des installations et de la notice descriptive des matériels installés.

1.2.10 Garanties

Les installations seront garanties pendant 1 an à partir de la date de réception des travaux.   
En cas de défectuosité, l'Entrepreneur aura à sa charge le remplacement de tout ou partie du matériel défectueux, fourniture et main d'Œuvre comprises.

Pendant la période de garantie, l'Entrepreneur procédera aux retouches nécessaires sur simple notification justifiée par le maître d'ouvrage et/ou maître d'œuvre. Si les retouches entraînaient le remplacement d'un organe important, la période de garantie pourrait être prorogée d'une durée à déterminer d'un commun accord, mais ne pouvant cependant pas dépasser 6 mois.

Cette garantie d'un an ne supprime pas les obligations de garantie découlant du Code Civil.

1.3 BASES DU PROJET

1.3.1 Marque de qualité

Le matériel qui sera mis en œuvre doit respecter la directive européenne basse tension  
reprise en France par le décret N° 95-1081 du 3 octobre 1995.  
Les matériel électriques, qui sont conformes  
- aux normes européennes (EN), aux documents d'harmonisation (HD)  
- aux normes nationales (NF)  
satisfont aux exigences essentielles de sécurité et garantissent le niveau de performance   
du matériel électrique ainsi que son aptitude à la fonction.

Le matériel doit comporter le marquage "CE" de conformité, les marques NF, & être adapté   
aux milieux dans lesquels ces matériel devront fonctionner: degrés de protection (IP et IK)

1.3.2 Spécifications générales

Réseau de distribution publique à basse tension  
Schéma des liaisons à la terre : TT  
Tension 230/400 V - fréquence du réseau 50Hz

1.3.3 Canalisations courants faibles

Les câbles courants faibles devront emprunter des cheminement qui leur seront exclusivement réservés:  
- sous goulottes distinctes  
- sous plinthes ou moulure d'une section minimale de 300 mm² (la plus petite dimension ne pouvant être inférieure à 10mm),  
- en encastré sous conduit de diamètre intérieur de 20 mm minimum.  
Les conducteurs d'un circuit de communication doivent être matériellement séparés de ceux d'un circuit d'énergie.   
Lorsque les parcours sont parallèles il convient de respecter une inter-distance de 5 cm.

1.3.4 Conditions particulières d'exécution des travaux

I - Déroulement des opérations

Les travaux devant être réalisés dans des locaux qui pourront être occupés, toutes les mesures nécessaires devront être prises pour apporter le moins de gêne possible .

A cet effet :  
- Les déchets, gravats et emballages seront évacués au fur et à mesure de leur production,   
 et en tout état de cause, au moins 1 fois par jour.  
- En attente de leur mise en œuvre, les matériaux ne devront pas être stockés à l'intérieur des  
 circulations des zones en exploitation.

- A l'appui de sa proposition, l'entrepreneur devra mentionner très clairement les moyens et modes  
 d'intervention qu'il se propose d'utiliser pour l'obtention de ces résultats.  
  
**- Les locaux existants ne devront en aucun cas être privés d'électricité :**

En amont des interventions, l'entrepreneur devra fournir un planning des coupures électriques qui devra être validé par le maître d'ouvrage (ou son représentant sur site) et/ou le maître d'œuvre. Il pourra être amené à informer les entreprises de maintenance (mainteneur multi-technique, mainteneur SSI, service informatique, télésurveillance…) des impacts liés à ces coupures. Il devra également prévenir en amont des travaux bruyants, générant des vibrations ou des poussières importantes.  
Le fonctionnement d'un laboratoire pourra être priorisé sur une intervention de l'entreprise.

Des branchements provisoires devront être exécutés pour pouvoir   
 maintenir les alimentations nécessaires en fonctionnement.  
 L'entrepreneur devra la protection de tous les existants   
 situés à proximité des zones d'intervention.  
 Aucune nuisance ne devra être causée aux activités maintenues pendant les travaux.

II - Conditions générales  
Pendant la phase de terminaison des plans d'exécution, l'entrepreneur devra fournir au Maître d'Œuvre tous les renseignements nécessaires à la mise au point de son offre, en particulier:

- le ou les plans d'organisation du chantier  
- les réservations  
- les tolérances d'exécution des différents ouvrages  
- tous les éléments quantitatifs et qualitatifs nécessaires à l'élaboration du calendrier d'exécution   
 et des plans définitifs

- les sujétions et contraintes pour l'exécution des travaux relevant d'une spécialité sur les autres  
- les spécifications techniques détaillées des procédés, techniques et matériaux prévus.  
- les plans d'exécution des ouvrages.

1.3.5 Contraintes de chantier

L'entreprise du présent lot devra tenir compte :  
 \* des contraintes sur site et du planning établi, précisé dans le CCAP.  
 \* que les saignées dans les murs et plafonds, ainsi que le rebouchage lissé, sont à sa charge.

Tous les éléments quantitatifs et qualitatifs nécessaires à l'élaboration du calendrier d'exécution,  
 des plans définitifs du D.C.E. et du C.C.T.P.  
 Toutes sujétions et contraintes d'exécution des travaux relevant d'une spécialité   
 sur les autres corps d'états.  
Les spécifications techniques détaillées des procédés, techniques et matériaux prévus.

1.3.6 Diagnostic plomb et amiante

L'entreprise adjudicataire du présent lot devra **impérativement** prendre connaissance des rapports de diagnostic amiante avant remise de son offre & avant toute intervention sur le site.  
  
Les diagnostic plomb pourront être fournis par l'INSERM.

1.3.7 Planning des travaux

L'entreprise du présent lot devra tenir compte du planning global des travaux, précisé dans le CCAP.  
L'entreprise devra prévoir les personnels et équipes nécessaires et suffisantes pour respecter ce planning.

2 POUR L'ENSEMBLE

2.1 Dossier des ouvrages exécutés

A la fin des travaux, et avant la réception, l'Entrepreneur devra fournir au Maître d'Œuvre un exemplaire papier de son dossier DOE pour vérification.  
Une fois le dossier DOE validé par le maître d'œuvre, L'entrepreneur transmettra au maître d'ouvrage son dossier DOE en 1 exemplaire papier + 1 exemplaire reproductible (formats DWG pour les plans et schémas et PDF pour le reste des documents):

- le dossier complet des plans d'exécution de ses ouvrages, conforme aux installations réellement exécutées avec implantations des équipements et détails des câblages (type de câble et sections)

- Les synoptiques détaillés des installations (intrusion et alarmes techniques)

- les schémas électriques

- les notices détaillées de mise en service et d'entretien des installations

- la documentation du matériel installé

- les procès-verbaux des essais d'autocontrôle.

- les certificats de garantie des appareils mis en œuvre

La remise de ces documents conditionne la réception des travaux et le règlement de la dernière situation.

***Les éléments du D.O.E. demandés au C.C.A.P. ne figurant pas dans la liste ci-dessus sont également dus par l'entreprise adjudicataire du présent lot.***

3 SITE VINATIER

3.1 DEPOSE & TRAVAUX PRELIMINAIRES

3.1.1 Déposes

*NOTA:*  
Avant de remettre son prix pour le présent appel d'offres, L'entreprise soumissionnaire devra se rendre obligatoirement sur le site indiqué dans le DCE afin de se rendre compte de l'ensemble des travaux nécessaires à la réalisation du présent projet.

La dépose et l'évacuation du matériel existant non réutilisé sont à la charge du présent lot.  
Le maître d'ouvrage précisera, au démarrage des travaux, s'il souhaite récupérer du matériel.  
Dans ce cas, l'adjudicataire du lot devra la mise à disposition de ce matériel en un local défini par le maître d'ouvrage.

**NOTA IMPORTANT:  
Les installations existantes (matériel ARITECH sous logiciel TITAN) devront à terme être totalement déposés.**

3.1.1.1 repérage, dépose des installations existantes et finitions post-déposes

L'entreprise du présent lot devra le repérage, la dépose et l'enlèvement du chantier des installations intrusions existantes et non conservées..

**Quantité estimée matériel à déposer VINATIER (donné à titre indicatif):**- 1 coffret centrale ATS4002 +batterie  
- 4 coffrets extension DGP + batteries  
- 1 clavier  
- 12 sirènes + batteries  
- 25 Détecteurs volumétriques  
- 9 câbles de remontée de défauts techniques

La dépose des équipements devra être faite soigneusement et ne pas engendrer l'éparpillement de matériaux au sol et aux abords.   
L'entreprise devra procéder au curage des câbles, fixations et autres matériels qui deviendraient inutiles pour la nouvelle installation.  
  
Les prestations comprendront:  
 - le repérage et l'isolation des circuits à déposer  
 - la dépose des circuits depuis leur origine (protections, canalisations, câblage,...)  
 - la dépose des supports de cheminement (chemins de câbles, fourreaux, goulottes,...)  
 - la dépose de l'ensemble des appareillages  
 . coffrets ARITECH DGP et leurs alimentations  
 . claviers de mise en/hors services  
 . détecteurs volumétriques  
 . les contacts d'ouverture de portes  
 . sirènes intérieures  
 . sirènes extérieures,   
 . les gyrophares extérieur  
 - la dépose des anciennes canalisations de remontées de défaut (y compris les déconnexions sur les appareils contrôlés tels que congélateurs, alarme incendie, PRI,...)  
  
Un rapport de maintenance joint en annexe permet de quantifier, à titre indicatif, le volume d'équipements à déposer.

Les prestations de finition après déposes comprendront:  
 - La mise en place de plaques de sortie de câble ou d'obturation **impérativement vissées** à la place des commandes déposées non réutilisées.  
 - Sur les murs et cloisons, tous les trous de fixations des anciens appareillage et cheminements déposés seront rebouchés au plâtre lissé prêt à peindre.

L'entreprise devra le rebouchages de tous les percements et saignées consécutifs à la dépose.  
Les rebouchages des traversées de mur ou de plancher devront respecter le degré coupe-feu de la paroi.  
  
Le nettoyage complet des locaux dans lesquels sera intervenu l'entreprise sera réalisé par cette dernière au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

Compte tenu des matériels déposés, l'entreprise devra justifier du recyclage des ses déchets par la fourniture d'un bordereau de suivi des déchets. Le retraitement devra être réalisé par un éco-organisme agréé DEEE par l'état. (ECOLOGIC ou ECOSYSTEM)

3.1.1.2 travaux provisoires pour continuité de service

Les travaux ayant lieu en site occupé, l'entreprise devra prévoir l'ensemble des installations provisoires nécessaires à la continuité de service et à la sécurité de fonctionnement des locaux.  
  
L'entreprise devra étudier et mettre en œuvre une procédure, validée par le Maître d'ouvrage et Maître d’œuvre, pour assurer la migration des équipements sans interrompre le niveau de sécurité et les droits d'accès des utilisateurs des sites.

3.1.2 Travaux annexes

3.1.2.1 Manipulations des plaques de faux-plafond

L'entreprise devra intégrer dans son offre la manipulation des plaques de faux-plafonds nécessaires pour le tirage de câbles et pour la dépose des équipements non réutilisés.  
Les plaques détériorées par la manipulation seront remplacées par un modèle identique à l'existant.

**Localisation :** sur l'ensemble des cheminements

3.2 CHEMINEMENTS

Nota: L’ensemble des câblage devront cheminer au maximum dans les supports existants (Chemin de câble, fourreaux, goulottes,...)  
A défaut, les canalisations chemineront sous fourreaux ou goulotte PVC blanches, à la charge du titulaire du marché..  
  
S'agissant d'équipements de sécurité, ces canalisations devront cheminer au maximum dans des zones sécurisées, cachées et non accessibles.

3.2.1 fourreaux

Fourniture et pose par le présent lot de fourreaux, pour cheminements   
Ils seront de type ICTA OU IRL y compris accessoires de pose

**Localisation :** en faux-plafond

3.2.2 goulotte PVC

Fourniture et pose par le présent lot de goulotte PVC blanche y compris coudes, raccords et toute sujétion de pose

**Localisation :** pour l'ensemble des cheminements intérieurs apparents sur murs

3.3 ALIMENTATIONS DIVERSES

3.3.1 Depuis Armoire électriques existantes de niveaux

3.3.1.1 Ajout de protection dans armoires électriques existantes

Ajout de protection par disjoncteur 2x10A différentiel 300mA - protection des centrales centrales et coffrets d'alimentation des nouvelles fermetures électriques.  
y compris toute sujétion de câble, pose et d'intégration.

3.3.1.2 alimentation coffret UTL - 3G1.5

Alimentation en câble U1000 R2V 3G1.5 mm², sous conduit isolant, y compris raccordement aux deux extrémités.

3.4 ARCHITECTURE MATERIELLE

Généralités:  
Le système sera constitué de plusieurs entités de différents niveaux  
 - Niveau 0 : Périphériques, capteurs, actionneurs : les détecteurs intrusion, serrures, obstacles physiques, sirènes, lecteurs de badges, autres, seront raccordés sur des modules  
 - Niveau 1 : Automates de terrain : Les UTL / centrales d'alarmes seront raccordées directement sur un réseau Ethernet et auront des bus de terrain pour les modules déportés  
 - Niveau 2 : Système de supervision Serveur (GAC) et les postes clients éventuels seront raccordés directement sur le même réseau Ethernet et communiqueront avec les UTL/centrales

3.4.1 coffret technique + alimentations + batteries

marque TIL Type COF04-B ou 08B ou équivalent

Coffret technique métallique ventilé fermant à clé intégrant les équipements :  
- alimentations 12V ou 24V incluses  
- batteries de secours incluses  
Les coffrets devront être de la même gamme que les coffrets existants.  
Leur dimensions seront adaptées aux équipements intégrés.  
y compris toute sujétion de pose et de raccordement

Les coffrets seront plombés après livraison

**Localisation :** selon plans

3.4.2 Cartes module 16 entrée/sorties

marque TIL Type MLIO16 ou équivalent

Le module spécialisé se connectant sur un des bus secondaires de l'automate principal.  
Il permet de gérer 16 entrées/sorties réparties de la manière suivante :  
• 8 entrées  
• 8 points à configurer individuellement en entrées ou sorties transistor (puissance absorbée de 150 mA maximum et 24V maximum)  
Encliquetable sur rail DIN et équipé de connecteurs rapides pour le montage en coffret,   
pouvant également être déporté jusqu’à 600m de l’automate et intégré dans un boîtier équipé d’un contact d’autoprotection à l’ouverture.

**Localisation :** intégrées dans coffret

3.4.3 Cartes module 8 sorties

marque TIL Type MLR8 ou équivalent

Module 8 sorties relais se connectant sur un des bus secondaires de l'automate (jusqu’à 600m)  
Chaque relais permet une commande pour des besoins en intrusion.  
Il est encliquetable sur rail DIN et équipé de connecteurs rapides pour le montage en coffret.  
Prévoir d ela disponibilité sur les carte d'entrées pour gérer le contact d’autoprotection à l’ouverture du coffret.

**Localisation :** intégrées dans coffret

3.4.4 Bus de terrain RS485 - 3p9/10 écranté F/UTP

Ensemble câblage en liaison SYT1 3p9/10 écranté F/UTP sous conduit isolant  
Liaisons entre Automate et modules déportés.

3.5 PERIPHERIQUES

3.5.1 clavier de commande

marque TIL Type TACTILLYS CUBE ou équivalent

Ecran d'exploitation se raccordant sur les bus secondaires (RS 485) d'un automate   
Permet le contrôle et le paramétrage  
- Affichage des alarmes et défauts en temps réel  
- Arrêt sirènes, éjection de points, dérogation ou report de mise en surveillance automatique  
- Mise en surveillance simplifiée (par défaut) ou parmi les groupes de points autorisés sur la centrale pour l'utilisateur  
identifié  
- Consultation de l’historique des événements  
- Autoprotection à l’arrachement  
- Outil intégré d'assistance à l'installation et à la maintenance avec tests des points et sirènes  
- sur bus jusqu'à 600 m  
- Luminosité de l'écran réglable  
• Mise à jour firmware par port micro-USB  
y compris toute sujétion de pose et de raccordement

3.5.2 détecteur de mouvement tri technologie

marque BOSCH Type Line Gen 2 TriTech Réf: ISC-BDL2-W12HE ou équivalent

Détecteurs de mouvement intégrant la détection IRP (infrarouge passif) et hyperfréquences ainsi que le traitement avancé des signaux.   
Fréquence : 10 570 à 10 610 GHz  
  
Traitement adaptatif du bruit par hyperfréquences  
Le traitement adaptatif du bruit par hyperfréquences prend en compte les perturbations d'arrière-plan, ce  
qui permet de réduire les fausses alarmes sans  
sacrifier la détection d'intrus.  
  
Compensation dynamique de température  
Le détecteur adapte sa sensibilité de façon intelligente, pour identifier les intrus humains à  
pratiquement n'importe quelle température   
.  
Couverture mur à mur  
Une meilleure zone de détection vers le bas et une portée de couverture de 12 m x 12 m garantissent une  
couverture mur à mur.  
  
Étanchéité des optiques et de l'électronique  
Les optiques et l'électronique sont insérés dans le boîtier avant et fermés hermétiquement par un dommage en cours d'installation. En outre, grâce à la chambre optique étanche, les courants d'air et les insectes n'ont aucune incidence sur la détection.  
  
Fonctions de test  
Le voyant LED d'alarme, visible de l'extérieur, peut être désactivé après l'installation.  
  
y compris toute sujétion de pose

3.5.3 Contact de porte saillie

marque CARRIER Type IM1640AG ou équivalent

Contact magnétique à poser en saillie, en polycarbonate/fibre de verre renforcée,   
78 x 24 x 19 mm, sortie sur câble 4 fils 85 cm sous gaine métallique 60 cm, livré avec 1 équerre.

Conçu pour être utilisé dans des environnements difficiles  
Aimant spécialement conçu pour fonctionner sur des cadres métalliques  
Autoprotection  
Version avec câble blindé  
NF A2P Type 3

comprenant tous les accessoires nécessaires à la pose.

3.5.4 sirène intérieure

marque ALTEC Type Si-max V3 + batterie ou équivalent

- Sirène intérieure, boîtier métallique, NFA2P Grade 3 - 105 dB.  
- Boitier en acier auto-protégé à l’ouverture et à l’arrachement.  
- Dimension : 191 x 176 x 68 mm - Poids : 1,65 Kg.  
- Degré de protection IP 40 et IK 08. Usage intérieur sec exclusif.  
  
Alimentation  
- Tension d’alimentation sur +12V charge : de 10.8 à 14.5 Vdc.  
- Consommation en veille : 5 mA.  
- Consommation sur batterie en alarme 1,7 A sur input 1 et 0,2 A sur input 2.  
- Limitation du courant de charge à 200 mA.  
  
- Autonomie sur batterie interne : 60 heures.  
- Protection contre les surtensions, décharges électrostatiques et inversion de polarité.  
- Type de batterie interne 12 V - 2 Ah (inclus).  
  
Fonctionnement  
- 2 entrées de déclenchement avec modulations différentes (intrusion – signalisation ).  
- 2 sorties pour le défaut de l’alimentation déportée et de la batterie.  
- Puissance sonore de 114 dBa (input 1) et 103 dBa (input 2) à 1 mètre selon norme EN.  
- Puissance acoustique de 117 dBa (input 1) selon ancienne norme NF.  
- Pas de déclenchement après la mise sous tension tant que le signal de blocage n’est pas apparu.  
- 8 interrupteurs, 2 positions permettant de sélectionner :  
 . Déclenchement de chacune des 2 entrées en apparition/disparition d’un positif ou d’un négatif.  
 . L’activation ou la désactivation de la seconde entrée.  
 . Le volume sonore mini – maxi (input 1).  
 . Configuration des sorties de défaut en NO ou NF.  
. . Sélection de la durée de l’alarme à 3 ou 15 minutes..  
y compris toute sujétion de pose.

3.5.5 Ensemble câblage

Ensemble câblage en liaison en câble SYT1 3p9/10 sous conduit isolant  
Liaisons Automate et périphériques.

3.6 REMONTEE ALARME TECHNIQUE

3.6.1 câblage remontées d'alarme reliées au centre de télésurveillance + raccordements - 3p9/10

Depuis contact défaut existant, liaison en câble SYT1 3p9/10 , y compris raccordement sur les équipements existants (congélateurs, PTI, centrale incendie, détecteur Gaz)  
  
Les raccordements côté équipements seront effectués impérativement en présence du mainteneur SSI pour les centrales incendie et des utilisateurs pour les congélateurs et les détecteurs gaz.  
  
L'entreprise prévoira dans son offre le déplacement éventuel des équipements nécessaires au raccordement des contacts de défaut.  
Ces manipulations se feront impérativement sur supervision et selon directives des utilisateurs et du service immobilier.

**Liste des alarmes techniques VINATIER:**  
 1 ALARME GAZ MEG - Mezzanine  
 1 ALARME GAZ MEG - MSR  
 1 ALARME GAZ MEG - Salle de contrôle  
 1 AT - ALARME INCENDIE  
 1 AT - DERANGEMENT INCENDIE  
 1 AT - PTI - MEG - Batterie  
 1 AT - PTI MEG - Supervision  
 1 AT - PTI RDC - Panique  
 1 AT - PTI RDC - Perte verticalité  
 1 AT - PTI Sous-sol - Panique  
 1 AT - PTI Sous-sol - Perte verticalité

**Localisation :** selon plan

3.6.2 câblage contact d'autoprotection coffrets - 1p9/10

Depuis contact d'autoprotection coffret, liaison en câble SYT1 1p4/10 , y compris raccordement aux deux extrémités.

**Localisation :** selon plan

3.7 MISE EN SERVICE, PROGRAMMATION

3.7.1 Mise en service

Mise en service de l'ensemble des installations.

3.7.2 Licence d'activation de la télétransmission

Licence et programmation y compris mise au point et échanges avec le télésurveilleur.

3.7.3 Paramétrage de l'application

Déclaration des équipements matériels dans le logiciel.

4 SITE BRON 1

Description identique au Site Vinatier sauf précisions.

4.1 DEPOSE & TRAVAUX PRELIMINAIRES

4.1.1 repérage, dépose des installations existantes et finitions post-déposes

**Quantité estimée matériel à déposer BRON 1 (donné à titre indicatif):**  
- 1 coffret centrale ATS1830 V8 +batterie  
- 3 coffrets extension DGP + batteries  
- 3 clavier + voyants  
- 2 sirènes intérieures + batteries  
- 1 sirène extérieure  
- 1 Gyrophare en façade  
- 33 Détecteurs volumétriques  
- 3 contacts de porte  
- 17 câbles de remontée de défauts techniques

4.1.2 travaux provisoires pour continuité de service

4.1.3 Manipulations des plaques de faux-plafond

4.2 CHEMINEMENTS

4.2.1 fourreaux

4.2.2 goulotte PVC

4.3 ARCHITECTURE MATERIELLE

4.3.1 coffret technique + alimentations + batteries

4.3.2 Cartes module 16 entrée/sorties

4.3.3 Cartes module 8 sorties

4.3.4 Bus de terrain RS485 - 3p9/10 écranté F/UTP

4.4 PERIPHERIQUES

4.4.1 clavier de commande

4.4.2 détecteur de mouvement tri technologie

4.4.3 détecteur de mouvement tri technologie immunité animaux

marque BOSCH Type Line Gen 2 TriTech Réf: ISC-BDL2-WP12GE ou équivalent

Description identique  
Couverture IRP et hyperfréquence de 12 m x 12 m avec immunité aux animaux pour éviter les alarmes intempestives  
Immunité aux animaux Un ou deux animaux pesant jusqu'à 45 kg ou petits rongeurs en grand nombre.  
Fréquence : 10 510 à 10 580 GHz  
y compris toute sujétion de pose.

**Localisation :** Animalerie

4.4.4 Contact de porte saillie

4.4.5 sirène intérieure

4.4.6 Ensemble câblage

4.5 REMONTEE ALARME TECHNIQUE

4.5.1 câblage remontées d'alarme reliées au centre de télésurveillance + raccordements - 3p9/10 (1)

Depuis contact défaut existant, liaison en câble SYT1 3p9/10 , y compris raccordement sur les équipements existants (congélateurs, PTI, centrale incendie, détecteur Gaz)  
  
Les raccordements côté équipements seront effectués impérativement en présence du mainteneur SSI pour les centrales incendie et des utilisateurs pour les congélateurs et les détecteurs gaz.  
  
L'entreprise prévoira dans son offre le déplacement éventuel des équipements nécessaires au raccordement des contacts de défaut.  
Ces manipulations se feront impérativement sur supervision et selon directives des utilisateurs et du service immobilier.

**Liste des alarmes techniques BRON 1:**  
 1 AT - R+1 E14 - Congélateur 1  
 1 AT - R+1 E14 - Congélateur 2  
 1 AT - R+1 E14 - Congélateur 3  
 1 AT - R+1 E14 - Congélateur 4  
 1 AT - Sous-sol S4 - Congélateur 1  
 1 AT - Sous-sol S4 - Congélateur 2  
 1 AT - Sous-sol S4 - Congélateur 3  
 1 AT - Sous-sol S4 - Congélateur 4  
 1 AT Rdc - Alarme incendie  
 1 AT Rdc - Dérangement incendie  
 1 PTI R+2 - Batterie  
 1 PTI R+2 - Supervision  
 1 PTI R+2 Animalerie - Panique  
 1 PTI R+2 Animalerie - Perte Verticale  
 1 PTI RDC - Batterie  
 1 PTI RDC - Panique  
 1 PTI RDC - Perte Verticale  
 1 PTI RDC - Supervision

**Localisation :** selon plan

4.5.2 câblage contact d'autoprotection coffrets - 1p9/10

**Localisation :** selon plan

4.6 MISE EN SERVICE, PROGRAMMATION

4.6.1 Mise en service

4.6.2 Paramétrage de l'application

5 SITE BRON 2

Description identique au Site Vinatier sauf précisions.

5.1 DEPOSE & TRAVAUX PRELIMINAIRES

5.1.1 repérage, dépose des installations existantes et finitions post-déposes

**Quantité estimée matériel à déposer BRON 2 (donné à titre indicatif):**  
- 1 coffret centrale ATS3402 +batterie  
- 3 coffrets extension DGP + batteries  
- 3 claviers + voyants  
- 2 sirènes intérieures + batteries  
- 2 Gyrophares en façade  
- 22 Détecteurs volumétriques  
- 5 contacts de porte  
- 5 câbles de remontée de défauts techniques

5.1.2 travaux provisoires pour continuité de service

5.1.3 Manipulations des plaques de faux-plafond

5.2 CHEMINEMENTS

5.2.1 fourreaux

5.2.2 goulotte PVC

5.3 ARCHITECTURE MATERIELLE

5.3.1 coffret technique + alimentations + batteries

5.3.2 Cartes module 16 entrée/sorties

5.3.3 Cartes module 8 sorties

5.3.4 Bus de terrain RS485 - 3p9/10 écranté F/UTP

5.4 PERIPHERIQUES

5.4.1 clavier de commande

5.4.2 détecteur de mouvement tri technologie

5.4.3 détecteur de mouvement tri technologie immunité animaux

marque BOSCH Type Line Gen 2 TriTech Réf: ISC-BDL2-WP12GE ou équivalent

Description identique  
Couverture IRP et hyperfréquence de 12 m x 12 m avec immunité aux animaux pour éviter les alarmes intempestives  
Immunité aux animaux Un ou deux animaux pesant jusqu'à 45 kg ou petits rongeurs en grand nombre.  
Fréquence : 10 510 à 10 580 GHz  
y compris toute sujétion de pose.

**Localisation :** Animalerie

5.4.4 Contact de porte saillie

5.4.5 sirène intérieure

5.4.6 Ensemble câblage

5.5 REMONTEE ALARME TECHNIQUE

5.5.1 câblage remontées d'alarme reliées au centre de télésurveillance + raccordements - 3p9/10 (1)

Depuis contact défaut existant, liaison en câble SYT1 3p9/10 , y compris raccordement sur les équipements existants (congélateurs, PTI, centrale incendie, détecteur Gaz)  
  
Les raccordements côté équipements seront effectués impérativement en présence du mainteneur SSI pour les centrales incendie et des utilisateurs pour les congélateurs et les détecteurs gaz.  
  
L'entreprise prévoira dans son offre le déplacement éventuel des équipements nécessaires au raccordement des contacts de défaut.  
Ces manipulations se feront impérativement sur supervision et selon directives des utilisateurs et du service immobilier.

**Liste des alarmes techniques BRON 2:**  
 1 AT Rdc - ALARME INCENDIE  
 1 AT Rdc - DERANGEMENT INCENDIE  
 1 PTI RDC - Batterie  
 1 PTI RDC - Supervision  
 1 PTI Rdc Animalerie - Panique  
 1 PTI Rdc Animalerie - Perte verticalité

**Localisation :** selon plan

5.5.2 câblage contact d'autoprotection coffrets - 1p9/10

**Localisation :** selon plan

5.6 MISE EN SERVICE, PROGRAMMATION

5.6.1 Mise en service

5.6.2 Paramétrage de l'application

6 SITE PRIMAGE

Description identique au Site Vinatier sauf précisions.

6.1 DEPOSE & TRAVAUX PRELIMINAIRES

6.1.1 repérage, dépose des installations existantes et finitions post-déposes

Quantité estimée matériel à déposer PRIMAGE (donné à titre indicatif):  
- 1 coffret centrale ATS4002 +batterie  
- 2 coffrets extension DGP + batteries  
- 3 claviers + voyants  
- 3 sirènes intérieures + batteries  
- 4 Détecteurs volumétriques  
- 1 câble de remontée de défauts techniques

6.1.2 travaux provisoires pour continuité de service

6.1.3 Manipulations des plaques de faux-plafond

6.2 CHEMINEMENTS

6.2.1 fourreaux

6.2.2 goulotte PVC

6.3 ARCHITECTURE MATERIELLE

6.3.1 coffret technique + alimentations + batteries

6.3.2 Cartes module 16 entrée/sorties

6.3.3 Cartes module 8 sorties

6.3.4 Bus de terrain RS485 - 3p9/10 écranté F/UTP

6.4 PERIPHERIQUES

6.4.1 clavier de commande

6.4.2 détecteur de mouvement tri technologie

6.4.3 Contact de porte saillie

6.4.4 sirène intérieure

6.4.5 Ensemble câblage

6.5 REMONTEE ALARME TECHNIQUE

6.5.1 câblage remontées d'alarme reliées au centre de télésurveillance + raccordements - 3p9/10 (1)

Depuis contact défaut existant, liaison en câble SYT1 3p9/10 , y compris raccordement sur les équipements existants (congélateurs, PTI, centrale incendie, détecteur Gaz)  
  
Les raccordements côté équipements seront effectués impérativement en présence du mainteneur SSI pour les centrales incendie et des utilisateurs pour les congélateurs et les détecteurs gaz.  
  
L'entreprise prévoira dans son offre le déplacement éventuel des équipements nécessaires au raccordement des contacts de défaut.  
Ces manipulations se feront impérativement sur supervision et selon directives des utilisateurs et du service immobilier.

**Liste des alarmes techniques PRIMAGE:**  
 1 AT PRIMAGE - ALARME INCENDIE  
 1 AT PRIMAGE - DERANGEMENT INCENDIE

**Localisation :** selon plan

6.5.2 câblage contact d'autoprotection coffrets - 1p9/10

**Localisation :** selon plan

6.6 MISE EN SERVICE, PROGRAMMATION

6.6.1 Mise en service

6.6.2 Paramétrage de l'application

7 SITE CAT

Description identique au Site Vinatier sauf précisions.

7.1 DEPOSE & TRAVAUX PRELIMINAIRES

7.1.1 repérage, dépose des installations existantes et finitions post-déposes

Quantité estimée matériel à déposer CAT (donné à titre indicatif):  
- 1 coffret centrale ATS4000 +batterie  
- 4 coffrets extension DGP + batteries  
- 5 claviers  
- 1 contact de porte  
- 23 câbles de remontée de défauts techniques

7.1.2 Déplacement alimentation interphonie

L'entreprise devra prévoir le déplacement du bloc d'alimentation de l'interphone existant intégré dans une armoire ARITECH à déposer.  
y compris débranchement, coffret + rail DIN, reprise câblage et remise en service

7.1.3 travaux provisoires pour continuité de service

7.1.4 Manipulations des plaques de faux-plafond

7.2 CHEMINEMENTS

7.2.1 fourreaux

7.2.2 goulotte PVC

7.3 ARCHITECTURE MATERIELLE

7.3.1 coffret technique + alimentations + batteries

7.3.2 Cartes module 16 entrée/sorties

7.3.3 Bus de terrain RS485 - 3p9/10 écranté F/UTP

7.4 PERIPHERIQUES

NOTA: Le bâtiment est déjà équipé en alarme intrusion. Les périphériques ci-dessous sont ajoutés en complément à l'installation existante.

7.4.1 détecteur de mouvement tri technologie

7.4.2 Contact de porte saillie

7.4.3 Ensemble câblage

7.5 REMONTEE ALARME TECHNIQUE

7.5.1 câblage remontées d'alarme reliées au centre de télésurveillance + raccordements - 3p9/10 (1)

Depuis contact défaut existant, liaison en câble SYT1 3p9/10 , y compris raccordement sur les équipements existants (congélateurs, PTI, centrale incendie, détecteur Gaz)  
  
Les raccordements côté équipements seront effectués impérativement en présence du mainteneur SSI pour les centrales incendie et des utilisateurs pour les congélateurs et les détecteurs gaz.  
  
L'entreprise prévoira dans son offre le déplacement éventuel des équipements nécessaires au raccordement des contacts de défaut.  
Ces manipulations se feront impérativement sur supervision et selon directives des utilisateurs et du service immobilier.

Liste des alarmes techniques CAT:  
 1 AT Rdc - Alarme incendie  
 1 AT Rdc - Congélateur 1  
 1 AT Rdc - Congélateur 10  
 1 AT Rdc - Congélateur 2  
 1 AT Rdc - Congélateur 3  
 1 AT Rdc - Congélateur 4  
 1 AT Rdc - Congélateur 5  
 1 AT Rdc - Congélateur 6  
 1 AT Rdc - Congélateur 7  
 1 AT Rdc - Congélateur 8  
 1 AT Rdc - Congélateur 9  
 1 AT Rdc - Congélateur Labo P3  
 1 AT Rdc - Dérangement incendie  
 1 AT Sous-sol - Congélateur Labo L1  
 1 PTI - Sous-sol - Batterie  
 1 PTI RDC - Batterie  
 1 PTI RDC - P2 Bactério - Panique  
 1 PTI RDC - P2 Bactério - Perte verticale  
 1 PTI RDC - P2 Culture - Panique  
 1 PTI RDC - P2 Culture - Perte verticale  
 1 PTI RDC - P3 - Panique  
 1 PTI RDC - P3 - Perte verticale  
 1 PTI RDC - Supervision  
 1 PTI Sous-sol - Azote - Panique  
 1 PTI Sous-sol - Azote - Perte verticale  
 1 PTI Sous-sol - P2 - Panique  
 1 PTI Sous-sol - P2 - Perte verticale  
 1 PTI Sous-sol - Supervision

**Localisation :** selon plan

7.5.2 câblage contact d'autoprotection coffrets - 1p9/10

**Localisation :** selon plan

7.6 MISE EN SERVICE, PROGRAMMATION

7.6.1 Mise en service

7.6.2 Paramétrage de l'application

8 OPTIMISATION DU LOGICIEL

8.1 Optimisation du logiciel

Paramétrage du logiciel de supervision Microsésame afin de faciliter l'utilisation et la gestion des remontées d'alarmes.

Les objectifs attendus sont les suivants:

- Assurer une surveillance continue des alarmes techniques  
- Assurer la surveillance des bâtiments en dehors des horaires d'ouverture  
- Faciliter la gestion et le suivi des équipements via une centralisation de gestion technique en temps réel   
(exemple : armer ou désarmer une zone)  
- Assurer la traçabilité des événements et avoir la relation entre système d’accès et intrusion qui permet de comprendre et analyser l’événement. (Exemple : suite a un déclenchement d'alarme intrusion, pouvoir retracer l'historique de l’événement en lien avec les accès badges)  
- Uniformiser l'architecture des systèmes intrusion sur l'ensemble des sites INSERM. (y compris site de CLERMONT équipé)

- Optimiser la supervision conjointe du contrôle d'accès et de l'intrusion à travers le logiciel Microsesame, avec une visualisation par site.  
- Fournir des rapports d'activité clairs, personnalisés, détaillés et exempts d'informations inutiles.

9 ANNEXE

9.1 Rapport de Maintenance Intrusion 2024